

Working Group V

Working document 15

## **Groupe de travail V « Compétences complémentaires »**

**Objet :** Note de M. Joachim WUERMEILING, Membre de la Convention

Les Membres du Groupe de travail V trouveront ci joint la version française du Document de travail 15.

Sur la base des ambitions et des critères énoncés ci-avant, la CDU et la CSU présentent les réformes qu'elles voudraient voir apporter aux attributions de l'Union européenne dans ses différents domaines d'intervention.

### **La politique de l'emploi**

Bien que les attributions de l'Union européenne en matière d'emploi soient limitées à un rôle de soutien et de complément, elle fixe de plus en plus des objectifs spécifiques aux États membres. Si ceux-ci ont effectivement besoin d'intensifier leurs échanges d'expériences et d'informations afin d'améliorer leur situation en la matière et de renforcer leurs économies face à la concurrence mondiale, l'Union ne doit pas pour autant fixer des objectifs de sa propre initiative, au risque d'estomper les responsabilités des gouvernements et des partenaires sociaux et de fausser la concurrence quant à la meilleure politique à adopter. L'harmonisation des actions européennes dans ce domaine bloquerait l'élan compétitif insufflé par le marché unique.

### **Nos revendications**

La clarification des compétences des États membres en matière d'emploi.

La limitation des compétences de l'Union européenne aux aspects suivants:

- l'amélioration des échanges d'expériences et d'informations, plus particulièrement en ce qui concerne les méthodes fiables et éprouvées, la réalisation d'analyses comparatives et de rapports d'experts et la promotion d'approches novatrices;
- l'instauration de meilleures conditions-cadres macroéconomiques (dans les limites des attributions de l'UE dans d'autres domaines), via des mesures telles que l'aménagement de la législation du marché intérieur dans un sens plus favorable à l'emploi, la libéralisation du commerce extérieur, l'aide à la stabilisation de l'euro et la refonte du droit européen des sociétés.

La rationalisation des lignes directrices pour l'emploi (article 128 du traité CE).

La restriction de la « stratégie européenne pour l'emploi » à ses éléments essentiels.

La suppression des lignes directrices trop précises, notamment celles qui fixent des objectifs quantitatifs.

L'allongement du délai entre la promulgation des lignes directrices et leur concrétisation dans les plans nationaux pour l'emploi des États membres (il est actuellement d'un an).

La suppression des objectifs généraux (articles 125 et 126, paragraphe 2 du traité CE).

### **La recherche**

L'aide communautaire en faveur de la recherche vise actuellement à renforcer les bases scientifiques et technologiques et à améliorer la compétitivité des entreprises. En ce qui concerne la recherche de haut niveau, les moyens des États membres sont parfois sursollicités, de sorte qu'il ne serait pas inutile de regrouper certaines activités. Les échanges d'expériences et d'informations entre les États membres peuvent contribuer à soutenir leurs efforts de recherche et leur développement technologique et à consolider la compétitivité de l'Union européenne sur la scène internationale. Il serait également opportun de s'interroger sur l'utilisation de la recherche en appui des objectifs communautaires. Par exemple, le recours à la politique de recherche aux fins de la cohésion risque de s'effectuer au détriment de l'aide à des projets de qualité supérieure ou de la création d'une valeur ajoutée européenne. Il ne faut pas oublier non plus que les objectifs de la recherche sont aussi l'expression d'options politiques diverses choisies par les États membres (recherche génétique, recherche nucléaire, etc.). Les objectifs centralisés de l'Union ne devraient donc pas entraver la responsabilité politique des États en matière de décision et de financement de leurs propres politiques de recherche.

### **Nos revendications**

La limitation des interventions de l'UE dans la politique de recherche à l'octroi d'aides financières aux recherches coûteuses que les États membres ne sont plus en mesure d'assumer séparément, et dans les domaines qui présentent un potentiel de valeur ajoutée européenne, en complément aux efforts des États. Dans tous les autres cas, il faut en revenir à la coopération internationale sur une base intergouvernementale.

La mise en place de mécanismes destinés à empêcher l'UE de s'approprier des compétences

réglementaires dans différents secteurs d'intervention via sa politique de recherche.

L'affirmation que les États membres sont les seuls dépositaires des compétences de décision, d'organisation et de financement de leurs politiques de recherche.

La suppression des objectifs ou des lignes directrices de l'UE dans le domaine de la recherche, en particulier celle des objectifs quantitatifs et de ses droits de supervision et de contrôle. La limitation de l'« espace européen de la recherche » dans le cadre de la « méthode ouverte de coordination » à l'échange d'informations et d'expériences.

L'élargissement de la marge de manœuvre des États membres en ce qui concerne l'octroi de capitaux à risque aux entreprises désireuses de développer des produits innovateurs et de haute qualité technologique.

La suppression de l'objectif général énoncé à l'article 163 du traité CE et l'inclusion des éléments concrets indispensables de cet article dans les compétences communautaires en matière de recherche (par exemple l'article 164).

### **La politique de la santé**

L'Union européenne peut compléter la politique des États membres en matière de santé publique et promouvoir la coopération entre eux afin d'améliorer la prévention. En encourageant les échanges d'informations et d'expériences entre les États, elle peut soutenir les efforts de lutte contre les risques sanitaires qu'ils ne peuvent mener isolément. Elle a également un rôle à jouer dans l'amélioration de leurs infrastructures.

Cependant, les États membres appliquent chacun une politique sanitaire adaptée à leur situation propre. L'harmonisation de ces politiques tiendrait trop peu compte de leur diversité et réduirait la marge de manœuvre des États membres en ce qui concerne le financement de leurs normes et de leurs systèmes de santé publique. La centralisation de la politique de santé générerait la mise en œuvre des réformes structurelles dont de nombreux pays ont besoin, car elle éliminerait l'émulation indispensable entre leurs systèmes.

### **Nos revendications**

La limitation des compétences de l'UE en ce qui concerne les mesures de promotion de la politique sanitaire (article 152, alinéa c) du traité CE) à l'échange d'informations et d'expériences.

La suppression des lignes directrices et des objectifs communautaires, en particulier des objectifs quantitatifs (comme les normes minimales en matière d'assurance maladie) et celle du droit de supervision et de contrôle de l'UE dans le domaine de la protection de la santé.

L'affirmation claire de la compétence exclusive des États membres pour l'organisation, le financement et les prestations de leurs systèmes de santé publique.

### **Les réseaux transeuropéens (TEN)**

La contribution de l'Union européenne au développement d'infrastructures dans les domaines du transport, des télécommunications et de l'énergie a pour but de consolider le marché intérieur, et plus particulièrement l'offre transfrontalière de services libéralisés. Les États membres seuls ne sont pas en mesure de prendre en charge la mise en commun et l'interopérabilité des TEN. En outre, la participation financière de l'UE aux projets de transport se justifie dès lors que ces projets servent l'intérêt communautaire et que leur exploitation transfrontalière rend cette participation logique.

Cependant, l'affectation de ces moyens doit être destinée à faciliter réellement la circulation des personnes et des marchandises, sans être déterminée par des impératifs de cohésion.

### **Nos revendications**

L'examen de l'opportunité d'étoffer les compétences de l'Union européenne dans le but de consolider et d'étendre les marchés libéralisés de l'énergie en Europe, notamment en supprimant les obstacles nationaux à l'aménagement des réseaux transfrontaliers (par exemple en empêchant l'application de mesures nationales divergentes dans les procédures d'expropriation).

La suppression des objectifs précis imposés aux TEN, plus particulièrement l'objectif de cohésion (article 154, paragraphe 1 du traité CE), et celle de la possibilité de financer ces réseaux via le Fonds de cohésion. Les mesures d'aide de l'UE en faveur des infrastructures de télécommunications dans les régions en retard de développement relèvent de la politique régionale. Dès lors, dans le souci

d'une délimitation claire des compétences, ce volet devrait être soustrait aux TEN, qui constituent une mission communautaire.

### **La santé et la protection des consommateurs**

La réglementation de la santé et de la protection des consommateurs au niveau communautaire permet de garantir un haut degré de sécurité alimentaire. La nécessité de normes européennes ambitieuses se justifie par l'impossibilité de contrôler à 100 % l'origine et la qualité des denrées et de leurs divers ingrédients.

Les mesures relatives à la protection des consommateurs servent à la fois à protéger leurs intérêts et à renforcer la concurrence des produits dans la Communauté. Toutefois, l'harmonisation de ces mesures ne peut faire abstraction de la réalité de terrain, par exemple des traditions de production.

L'instauration de droits de contrôle communautaires sur la politique sanitaire des États membres doit être entreprise avec prudence, car ils risquent de porter atteinte au principe fondamental qui veut que la mise en œuvre de cette politique incombe avant tout aux gouvernements nationaux. En outre, ces droits de contrôle risquent de révéler des déficiences administratives dans les États, mais sans pouvoir y remédier. Enfin, dans les cas exceptionnels où des mesures administratives de la part de l'Union s'imposent, il importe de vérifier si le niveau inadéquat de protection juridique contre les mesures d'application et les sanctions communautaires ne peut pas être amélioré par une réforme de la procédure d'infraction au traité ou par la mise en place d'une procédure d'arbitrage en amont.

### **Nos revendications**

La limitation des pouvoirs d'action de l'Union européenne dans le domaine de la santé et de la protection des consommateurs pour tous les produits et services commerciaux et agricoles relevant des échanges intracommunautaires; le recentrage de la politique en la matière sur la législation alimentaire et, en corollaire, sur la nourriture pour animaux, la législation vétérinaire et la protection phytosanitaire.

L'instauration de mécanismes garantissant le maintien, dans le chef des États membres, de la compétence de mise en œuvre du droit communautaire en matière de protection des consommateurs, conformément au principe qui implique le recours aux instances en place avant d'en créer de nouvelles. De même, l'information des consommateurs doit rester du ressort des États membres.

Le remplacement de l'article 153, paragraphe 2 du traité CE dans le cadre de l'extension des autorisations communautaires aux aspects relatifs à la protection des consommateurs.